

Chômage : le mirage de la formation pour tous

Sébastien Charles, Thomas Dallery, Jonathan Marie

11/01/2016, 9:46

Si l'économie fait tous les jours la une des journaux, la politique économique ne semble plus occuper une place très importante dans les débats. Ou plutôt, il ne semble plus y avoir de place que pour un certain type de politique économique, adopté selon les préceptes du célèbre TINA, il n'y a pas d'alternative.

Pourtant, dans la boîte à outils des politiques économiques, on trouve de multiples instruments : la politique budgétaire (l'État dépense plus ou moins), la politique fiscale (l'État prélève plus ou moins d'impôts, sur telle ou telle catégorie d'acteurs), la politique monétaire (les taux d'intérêt sont plus ou moins élevés, le crédit plus ou moins encadré), la politique de change (la monnaie nationale est plus ou moins chère par rapport aux autres devises), la politique industrielle (l'État soutient tel ou tel secteur d'activité), les réformes structurelles (la concurrence est plus ou moins forte) ...

En bricolage, le marteau est l'outil approprié pour enfoncer un clou alors que la scie est l'instrument idéal pour couper une planche en bois. Dans le domaine de la politique économique aussi, l'utilité de chaque instrument est connue. Le souci, c'est cependant que les gouvernements semblent avoir à leur disposition de moins en moins d'outils, alors qu'ils doivent pourtant faire face à des défis importants, notamment sur le front de l'emploi. En France, comment le duo Hollande-Valls cherche-t-il à résorber le chômage ? Deux outils sont convoqués : la politique de formation et la politique de libéralisation.

Le mirage de la formation pour tous

La formation s'est imposée comme un objectif que nous devons tous poursuivre. Que ce soient pour les jeunes non-qualifiés, les chômeurs (en particulier ceux de longue durée) ou les travailleurs en emploi, chacun reçoit l'injonction à développer son capital humain. Comme si les qualifications acquises créaient d'elles-mêmes des emplois ! Cette croyance dans la formation absolue repose en partie sur un mirage statistique : les taux de chômage ont tendance à se réduire avec l'augmentation du niveau de diplôme. Augmenter la formation pour tous serait ainsi un moyen de réduire le taux de chômage global. De là, les belles promesses d'un monde meilleur basé sur la société de la connaissance...

Quand le diplôme place dans la file d'attente des chômeurs

Le hic dans ce raisonnement, c'est qu'il oublie le caractère éminemment relatif de la formation. Un niveau de diplôme ne sanctionne pas tant un ensemble de compétences acquises qu'il ne « range » son porteur dans une pyramide éducative dont la structure (taille relative de la base et de la pointe) n'épouse qu'imparfaitement l'image de ses consœurs architecturales égyptiennes. Dans une logique comparative, accroître son niveau de formation, c'est simplement passer devant les autres, devant ceux qui n'ont pas fait l'effort de se former. Avec une situation de l'emploi particulièrement dégradée, le chômage peut se voir comme un entonnoir dans lequel les chômeurs peuvent être plus ou moins éloignés de l'embouchure conduisant à l'emploi. On peut alors concevoir le chômage comme une file d'attente. Ce que peut faire chaque chômeur, c'est d'essayer de doubler les autres, la formation étant le moyen privilégié pour améliorer sa place dans cette queue.

Une promotion naïve du capital humain

Promouvoir naïvement l'amélioration du capital humain de tous comme solution au problème du chômage relève d'une promesse bien fragile : que se passe-t-il si tout le monde avance d'un pas dans une file d'attente ? Pas grand-chose malheureusement. Dans le domaine de la formation, cela signifie que la massification ne permet pas nécessairement de modifier l'ordre de la file d'attente, mais de charger de nouveaux diplômés les chômeurs, avec les effets pervers de saturation du système scolaire (cf. les limites des capacités d'accueil dans l'enseignement supérieur), de dévalorisation de diplôme (car moins rares) et de surqualifications des candidats à l'emploi avec leurs effets délétères sur le pacte social.

Le mouvement poussant à l'augmentation de la formation individuelle jouit de puissants moteurs. C'est qu'il existe en effet un réel problème de coordination : ne pas se former dans un monde où tout le monde se forme, c'est comme accepter de se laisser continuellement doubler dans une file d'attente.

Un diagnostic erroné

Avec son plan de formation destiné aux chômeurs et aux non-qualifiés, le gouvernement se trompe de diagnostic : il postule qu'il existerait des emplois non-pourvus pour des métiers qualifiés à cause du manque de compétences adéquates sur le marché du travail. S'il existe bien évidemment des emplois vacants à tout moment, notamment dans certains secteurs (informatique, métiers pointus dans le domaine technique, restauration, commerce,...), l'ampleur de ces offres non-pourvues est très faible, mais surtout toutes ne sont pas imputables à une inadéquation dans la formation des chômeurs : d'une part, certaines offres restent non-pourvues car elles concernent des emplois précaires, peu rémunérateurs et aux conditions de travail atypiques (horaires réduits, décalés ou fragmentés) ; d'autre part, il existe un volet irréductible d'emplois vacants du fait des frottements du marché du travail, c'est-à-dire du temps nécessaire pour remplacer un salarié quittant son poste (ce qui arrive fréquemment dans les secteurs à haut turnover de la main d'œuvre). Et encore, même ce chiffre est à relativiser car il faudrait idéalement pouvoir tenir compte des offres fantômes.

500.000 chômeurs formés, cela ne crée pas 500.000 emplois

Depuis le début des années 2000 ce phénomène s'est produit dans plusieurs secteurs à l'instar des banques ou des SSII. L'entreprise publie une offre d'emploi tout en sachant qu'il n'y a, en réalité, aucun poste à pourvoir. Elle fait ainsi sa « publicité » et se constitue une base de données de CV qui pourrait potentiellement lui servir par la suite. Le problème c'est que l'offre est publiée, que l'emploi n'est pas pourvu (et pour cause, il n'existe pas !) et que cela laisse, en apparence, la fausse impression que le chômeur refuse l'offre d'emploi de l'entreprise.

Bien évidemment, une politique de formation tournée vers les métiers d'avenir pourrait permettre d'adapter les chômeurs dont la qualification n'est plus aujourd'hui recherchée sur le marché du travail aux futurs besoins de l'économie. Mais cette formation de 500 000 chômeurs ne créera pas d'elle-même 500 000 emplois d'avenir : sauf à se fier aveuglément à l'idéologie de l'offre la plus bornée, l'offre de travail ne crée pas d'elle-même un emploi par la seule force de sa qualification. Il faut pour cela qu'une demande émerge pour ces compétences, et cela peut prendre du temps. Demain, c'est parfois trop loin pour des chômeurs qui subissent depuis trop longtemps maintenant l'urgence d'un marché du travail atone...

Un gouvernement qui se soucierait réellement de l'emploi ne chercherait pas uniquement à jouer sur les qualifications des demandeurs d'emploi, mais il viserait avant tout à ouvrir de nouveaux guichets, à élargir le goulot d'étranglement qui ralentit l'insertion professionnelle. En d'autres termes, il s'agirait de s'efforcer d'augmenter le nombre d'emplois offerts ou, pour reprendre notre exemple, de diminuer la longueur de la file

d'attente.

Emmanuel Macron ou la théologie de la libéralisation

C'est en partie ce que se fixe comme objectif Emmanuel Macron. Son credo libéral le conduit à retenir la libéralisation comme arme ultime dans la bataille pour l'emploi : grâce à la libéralisation de l'économie, on espère accroître le nombre d'emplois offerts.

La libéralisation recouvre deux types de politiques complémentaires : la flexibilisation du marché du travail (c'est l'enjeu de la réforme du marché du travail promise pour 2016) ; la mise en concurrence sur le marché des biens et services (crédo serinée par la Commission Européenne au moins depuis l'Acte Unique de 1987) .

Derrière ces réformes structurelles, l'espoir est de rétablir la compétitivité, d'opérer ce qu'on peut aussi appeler une dévaluation interne. Avec une modération des salaires (flexibilité du marché du travail) et des prix (concurrence sur le marché des biens et services), la France défendrait ses parts de marché à l'international : les prix plus bas permettraient en effet d'exporter davantage, ce qui stimulerait la création d'emploi en France. C'est la « politique de l'offre ».

La compétitivité, une notion relative

Mais encore une fois, on oublie la dimension relative de la notion de compétitivité. On ne juge de la compétitivité d'une entreprise qu'à l'aune de celle d'une autre entreprise. Ou, pour résumer le tout à une affaire de prix, on ne sait qu'un produit est relativement cher qu'en le comparant à un autre produit similaire. Les injonctions adressées à l'ensemble des pays de la zone euro se heurtent donc à un simple problème de logique : personne ne gagne en compétitivité si les deux compétiteurs baissent leurs prix de 10%. Pour reprendre une image que l'on doit à Joan Robinson, si dans une foule, je monte sur une chaise, j'aurais une meilleure vue de la procession ; si tout le monde monte sur une chaise, personne n'aura de meilleure vue de la procession.

Comme pour la file d'attente dans le cas des politiques de formation, on retrouve cependant un défaut de coordination nourrissant les politiques de libéralisation partout en même temps. En effet, si un pays décide seul de ne pas suivre le mouvement des baisses de prix et de salaire, il sera le seul à voir sa compétitivité dégradée par la course à l'échalote de ses partenaires. Pour reprendre l'image de Joan Robinson, dans une foule, si je suis le seul à ne pas monter sur une chaise, je serais le seul à avoir une moins bonne vision sur la procession.

De toutes façons, la course à la compétitivité ne pourra jamais vaincre une triste réalité : tous les pays ne peuvent pas avoir simultanément un excédent commercial (différence positive entre les exportations et les importations). C'est pourtant par ce canal que passerait une relance de l'emploi par ce type de politique : les pays à solde commercial positif parviennent à exporter vers les pays déficitaires leurs chômeurs. Voilà finalement l'objectif caché des politiques de libéralisation : changer la répartition des emplois disponibles. La modération salariale allemande des années 2000 a redéployé les emplois entre la France et l'Allemagne. Les lois Macron réallouent l'emploi entre la SNCF et le secteur des autocars, ou entre les taxis et les VTC. La flexibilité accrue du marché du travail risque aussi de modifier la qualité des emplois proposés, sans nécessairement faire baisser le chômage (du fait de l'obligation de cumuler plusieurs mini-jobs pour atteindre un niveau de vie décent) ou même en poussant à la hausse de la pauvreté laborieuse (un bullshit job ne suffisant pas à fournir le salaire suffisant).

L'impensé macroéconomique

Cet aperçu rapide des deux politiques mises en avant par le gouvernement pour réduire le chômage révèle un même oubli : la dimension macroéconomique. La crise actuelle est une crise qui se traduit par une trop faible activité économique en Europe qui conduit les niveaux d'emploi à demeurer faibles.

Or, plutôt que de chercher à accroître le volume de l'emploi, la politique gouvernementale semble condamnée à tenter de réaffecter différemment le stock d'emplois disponible à l'échelle européenne. Tout ceci ressemble au final à un bien mauvais bricolage. Privés de la politique budgétaire (critères de convergence et de réductions des déficits), de la politique fiscale (concurrence fiscale entre États), de la politique monétaire (indépendance de la BCE) et de la politique de change (monnaie unique à l'échelle européenne), les gouvernements ont considérablement vidé la boîte à outils à leur disposition.

Tout miser sur la formation et la libéralisation pour réduire le chômage, c'est comme un bricoleur du dimanche qui essaierait d'enfoncer un clou avec une scie à métaux : sur un malentendu, ça peut marcher, mais ça prendra beaucoup plus de temps que s'il essayait avec un bon vieux marteau. Or, un tel marteau macroéconomique existe : la politique budgétaire est d'autant plus adaptée que les effets multiplicateurs de la dépense publique sont actuellement au plus haut, garantissant ainsi une efficacité maximale à la relance publique. A force de ne pas vouloir voir ces outils, les gouvernements alimentent une contestation de plus en plus radicale d'un pouvoir politique perçu comme, plus ou moins volontairement, impuissant.